

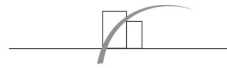
# LA LETTRE

DE LA

# COOPERATION DECENTRALISEE



Octobre 2007



## Les citoyens et la solidarité internationale

Le découpage de la coopération décentralisée autour de deux pôles, celui des jumelages protocolaires et celui des coopérations techniques joignant le multilatéral au bilatéral, correspond à une réalité indéniable. Il correspond aussi à la montée en puissance des grandes villes, des départements et des régions dans l'action internationale. Cette analyse, combinée à une approche des offres et des demandes nouvelles, permet d'avoir une bonne compréhension de la coopération décentralisée. Pour autant, ces deux formes de coopération sont profondément de même nature. Il ne saurait y avoir de querelle entre l'après-guerre et le XXIème siècle car toutes les opérations se fondent sur une composante – à nos yeux fondamentale – , l'implication des populations.

Quelques soient les formes et le degré de technicité que peuvent prendre les actions internationales des collectivités, elles sont d'abord et avant tout des politiques locales. Qu'il s'agisse de culture, de jeunesse, des sports, d'universités, d'écoles, de communautés de migrants ou d'action économique, il ne peut y avoir de coopération décentralisée légitime et durable sans cet enracinement territorial – valable aussi bien au Nord qu'au Sud . C'est ce qui différencie la coopération décentralisée des coopérations bilatérales ou multilatérales voire des actions d'associations spécialisées. La vraie modernité n'est pas tellement technique. Elle est dans l'implication des citoyens voulue par les collectivités.

La manifestation la plus intéressante de cette volonté est sans doute la semaine de la solidarité. Son succès croissant concrétise l'intérêt commun des élus et des habitants pour la solidarité internationale.

A sa création, en 1997, la Semaine de la Solidarité ne rayonnait pas au-delà des écoles primaires et de quelques organisations de solidarité internationale locales. Pour 2007, plus de 5000 animations sont attendus dans toute la France. Autrefois à la traîne des associations, les collectivités ont fait de cette semaine le point fort de leur calendrier. C'est le moment privilégié, où, avec l'aide des collectivités, le monde associatif local et national rencontre les populations. Les Restaurants du cœur, par exemple, y participent montrant que la solidarité ici est indissociable de la solidarité là-bas.

Cités Unies France a très tôt pris conscience de l'importance de cet événement pour les collectivités. Depuis 1998, nous siégeons au comité de pilotage de la Semaine de la Solidarité Internationale présidée par le CRID et nous y représentons les collectivités françaises. Nous menons également des actions d'information et de réflexion sur le sujet. La journée de la coopération décentralisée – forum de débat de CUF – était consacrée le 25 septembre 2007 à ce thème et elle a réuni 80 personnes, élus et fonctionnaires territoriaux, venus de toute la France, pour faire le point et préparer la suite.

Le débat sur le lien qui existe entre le local et le mondial n'est pas que théorique. Les collectivités locales et le monde associatif lui apportent une réponse à la fois volontariste et citoyenne. Cités Unies considère qu'il s'agit là de l'une de ses plus importantes missions.

Bertrand Gallet  
Directeur général de CUF

## SOMMAIRE

CITES ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS .....	4
NOUVEL APPEL A PROJETS DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES.....	5
AFRIQUE .....	6
AMERIQUE LATINE ET CARAÏBES .....	11
AMERIQUE DU NORD .....	15
MEDITERRANEE .....	16
EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE.....	23
ASIE.....	27
JEUNESSE .....	29
TOURISME RESPONSABLE .....	31
ACHATS ETHIQUES.....	33
LES JOURNEES DE LA COOPERATION DECENTRALISEE.....	36
REFLEXION-CONFERENCES.....	37
ACTUALITE-SOLIDARITE INTERNATIONALE.....	40
AGENDA .....	43
PUBLICATIONS .....	44

## CITES ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS

### IIÈME CONGRES MONDIAL DE CITES ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS

Province de Jeju, Corée du Sud, du 28 au 31 octobre 2007

Du 28 au 31 octobre prochain, se tiendra le **IIème Congrès Mondial de Cités et Gouvernements locaux unis, dans la Province de Jeju, Corée du Sud**. Sur proposition des membres de la Section régionale Asie Pacifique, les questions liées à l'explosion urbaine seront au centre des débats. Cités Unies France et l'AFCCRE, et d'autres associations d'élus ont insisté sur le rôle des départements et régions dans le développement de nos territoires. Aussi, une des sessions du congrès sera consacrée aux interrelations entre les territoires et les villes en matière de développement et de coopération internationale.

Les collectivités territoriales françaises sont vivement invitées à venir participer à cet événement mondial, le premier de cette nature en Asie. Situé à proximité de Pékin, Shanghai, Séoul et Tokio, le congrès permettrait, éventuellement, une visite dans une collectivité partenaire. Le dossier joint vous fournit aussi des informations pratiques.

Chaque collectivité est invitée à s'inscrire directement auprès de CGLU, par le biais du site <http://www.uclg2007jeju.org/>

Cités Unies France centralise l'information sur les délégations françaises et son équipe reste, à disposition en cas de besoin.

## **NOUVEL APPEL A PROJETS DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

Le ministère des Affaires étrangères et européennes lance deux nouveaux appels à projets de soutien aux actions de coopération décentralisée pour 2008.

Les dossiers de demande de cofinancement devront être déposés au SGAR avant le 15 décembre 2007. La liste des projets retenus sera arrêtée avant le 1<sup>er</sup> mars 2008 et les notifications transmises par les préfetures de région à partir de cette date.

Les documents nécessaires pour y répondre sont disponibles sur :

- le site Internet du Ministère des Affaires Etrangères :

[http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france\\_830/cooperation-decentralisee\\_1054/appels-candidature-2008\\_15135/nouveau-dispositif-appels-projet\\_42075.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/cooperation-decentralisee_1054/appels-candidature-2008_15135/nouveau-dispositif-appels-projet_42075.html)

Page appel à projet national de soutien à la coopération décentralisée européenne :

[http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france\\_830/cooperation-decentralisee\\_1054/appels-candidature-2008\\_15135/appe-projet-cooperation-decentralisee-europeenne\\_42096.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/cooperation-decentralisee_1054/appels-candidature-2008_15135/appe-projet-cooperation-decentralisee-europeenne_42096.html)

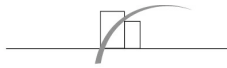
Page appel à projet national de soutien à la coopération décentralisée

Solidarité à l'égard des pays en développement :

[http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france\\_830/cooperation-decentralisee\\_1054/appels-candidature-2008\\_15135/appe-projet-cooperation-au-developpement\\_42083.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/cooperation-decentralisee_1054/appels-candidature-2008_15135/appe-projet-cooperation-au-developpement_42083.html)

- le site Internet de Cités Unies France :

[http://www.cites-unies-france.org/html/actualites/actu\\_cofinancema.html](http://www.cites-unies-france.org/html/actualites/actu_cofinancema.html)



## BÉNIN

Un nouvel interlocuteur pour la coopération décentralisée à l'Ambassade de France

Avec le départ de MM Tiollier et Mercier, le nouvel interlocuteur sur les questions de décentralisation et de coopération décentralisée au Service de coopération (SCAC) de l'Ambassade de France à Cotonou est désormais Monsieur Alain L'Heritier, [alain.lheritier@diplomatie.gouv.fr](mailto:alain.lheritier@diplomatie.gouv.fr)

Quant à Emmanuel Le Masson, volontaire international chargé du suivi de la coopération décentralisée, son contrat prend fin ce mois-ci; son/sa remplaçant(e) devrait prendre ses fonctions courant novembre.

## BURKINA FASO

### Assises de la coopération décentralisée, Ouagadougou, Burkina Faso

La préparation des Assises de la coopération décentralisée, prévues à Ouagadougou, entre le 5 et le 8 décembre 2007, se poursuit au Burkina Faso, sous l'égide du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, de l'Association des Municipalités du Burkina Faso, du Conseil National de Jumelage, avec l'appui de la Maison de la Coopération Décentralisée. En France, en collaboration avec l'Ambassade de France à Ouagadougou, la Cellule d'animation du groupe-pays Burkina Faso et le Comité de pilotage mobilisent depuis plusieurs mois les collectivités engagées au Burkina Faso et leurs partenaires.

Le Comité de pilotage français, mis en place en juin, est composé des associations nationales de collectivités, de la Délégation pour l'Action Extérieure des Collectivités Locales, de l'Ambassade du Burkina Faso et de Coordination Sud représentant les ONG.

### Journées annuelles du groupe-pays Burkina-Faso, 28 & 29 septembre (Président du groupe-pays : Michel Roux, Chambéry)

Les journées annuelles du groupe-pays, les 28 et 29 septembre, avaient pour objectifs de faire le point, depuis la promulgation de la loi du 21 décembre 2004 portant sur la communalisation intégrale, sur l'adaptation des partenariats de coopération décentralisée à ce nouveau contexte ; et de fournir aux membres du groupe-pays les informations disponibles quant aux thématiques et aux modalités d'organisation des Assises de décembre.

Plusieurs partenariats de coopération décentralisée fêtent en septembre-octobre leur anniversaire de jumelage : Annecy-Le Vieux, Limonest/Boura, Dreux/Koudougou, Olonne-sur-Mer/ Gourcy.

*Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter Constance Koukoui ([c.koukoui@cites-unies-france.org](mailto:c.koukoui@cites-unies-france.org))*



## Elections législatives

Les élections législatives ont eu lieu le 6 mai 2007. Les résultats font apparaître une écrasante majorité de députés du Congrès pour la Démocratie et le Pouvoir (CDP), parti du Président de la République, Blaise Compaoré.

Après les élections, un remaniement ministériel a eu lieu. Felipe Sawadogo, Ambassadeur du Burkina Faso en France, a été nommé Ministre de la Culture. Firmin N'Do assure l'intérim en tant que Chargé d'Affaires, en attendant l'arrivée du nouvel Ambassadeur.

(Source : [www.fasonet.bf](http://www.fasonet.bf))

## MADAGASCAR

### Répertoire des partenariats franco-malgaches

Nous avons le plaisir de vous annoncer que le répertoire de la coopération décentralisée franco-malgache 2007 est désormais disponible. Le bon de commande est téléchargeable sur le site de Cités Unies France.

## Elections législatives

Dimanche 23 septembre se sont tenues des élections législatives anticipées suite à la dissolution de l'Assemblée Nationale décidée par le président Marc Ravalomanana en juillet dernier.

Malgré l'appel du président Ravalomanana à une participation massive des électeurs "jouissant du droit de vote", le taux de participation national a été estimé à environ 40%, dans certaines régions, le taux d'abstention a même atteint les 80% voire 90%.

(Source : *L'Express*)

Depuis dimanche, les résultats sont proclamés progressivement.

Pour l'heure, le TIM (« J'aime Madagascar » – Parti du président Ravalomanana) arrive en tête des suffrages à Diego Suarez, Mahajanga, Toamasina et Fianarantsoa. À Antananarivo, les douze candidats du TIM présentés (dont quatre ministres en exercice) ont ravi haut la main les douze postes de députés en compétition. Seul le candidat TIM de Fort-Dauphin semble subir une déconvenue.

La Haute Cour Constitutionnelle dispose d'un délai maximum de 20 jours pour proclamer l'ensemble des résultats.

(Sources : *Jeune Afrique.com*, *L'Express*, *Agence de Presse Africaine*)

## Avancée de la décentralisation

Le gouvernement a décidé de mettre en place le Fonds de développement local (FDL) qui financerait les projets identifiés et élaborés par les collectivités territoriales décentralisées ; le but étant de « donner la priorité aux projets communautaires » dans le cadre du processus de décentralisation.

Cette innovation s'inscrit dans la ligne du Fonds d'Intervention pour le Développement (FID) qui a bénéficié à plus de 186 communes, via une de ses composantes majeures : le FDC (Financement direct des Communes).

Le FID, cofinancé par la Banque Mondiale, depuis près de 15 ans, se destinait au départ à répondre aux besoins immédiats en infrastructures mais depuis quelques années, il a fait du "renforcement de la capacité des responsables communaux" une priorité.

(Source : *L'Express de Madagascar* du 21 septembre 2007)



## MALI

### Réunion du groupe-pays Mali le 2 octobre (Président : Guy-Michel Chauveau, La Flèche)

Le groupe-pays Mali se réunit le 2 octobre pour poursuivre les réflexions et faire le point sur les différents chantiers auxquels participent un grand nombre de ses membres avec les autres pôles de Cités Unies France et leurs partenaires : le tourisme solidaire, en lien avec le groupe thématique tourisme de Cités Unies France ; la coopération bilatérale, en lien avec le ministère des Affaires étrangères et l'Agence française de Développement ; l'eau et l'assainissement, en lien avec le Programme Solidarité Eau, la santé, en lien avec le programme concerté Santé Mali.

Le « Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-malienne 2007 », actualisé d'avril à juillet, est à présent disponible (cf. bon de commande)

*Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter Constance Koukouï ([c.koukoui@cites-unies-france.org](mailto:c.koukoui@cites-unies-france.org))*

## MAURITANIE

### Groupe-pays Mauritanie : vers un appui conjoint à la décentralisation

Le groupe-pays, réuni au SAN de Sénart en juin, s'est notamment penché sur la préparation du projet PERICLES, programme européen de renforcement des institutions des collectivités locales et de leurs services, mis conjointement en place par la Commission européenne et les coopérations bilatérales française, allemande et espagnole. Ce programme viendra donc en appui de la décentralisation en Mauritanie. Le groupe-pays a marqué son intérêt pour rechercher l'articulation entre les actions de coopération décentralisée et ce projet. Le moment venu, il s'agira de proposer une offre d'appui conjointe, entre plusieurs collectivités, montrant la plus-value de la coopération décentralisée pour appuyer des homologues (élus, techniciens, membres de la société civile) en Mauritanie.

Le programme PERICLES est dans une phase préparatoire pour un démarrage début 2008 ; aussi, Cités Unies France prévoit d'effectuer une mission conjointe d'ici à la fin de l'année (probablement fin novembre 2007) pour rencontrer les consultants en charge de mener les études préalables au démarrage de ce programme, prévu pour se poursuivre sur toute la durée du 9<sup>e</sup> et du 10<sup>e</sup> FED (soit jusqu'en 2013).

*Pour en savoir plus, merci de contacter Astrid Frey [a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org)*





## NIGER

### Actualité groupe-pays Niger (Président : André Bussery, Juvisy/Orge)

Une délégation composée du Président du groupe-pays Niger et de la Communauté de Communes Faucigny-Glières, collectivité chef de file du Programme concerté Aniya, s'est rendue au Niger en août pour rencontrer le comité de pilotage nigérien du Programme et participer aux formations destinées aux élus et techniciens nigériens, organisées dans le cadre des actions co-financées. Le comité de pilotage français se réunit le 9 octobre, suivi d'une réunion du groupe-pays Niger, dont un des points à l'ordre du jour sera consacré à la situation politique et économique au Nord Niger, qui préoccupe les collectivités françaises ayant des partenariats dans cette zone. A cette réunion est attendue la participation du Président du Haut Conseil des Collectivités Territoriales du Niger.

*Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter Constance Koukoui ([c.koukoui@cites-unies-france.org](mailto:c.koukoui@cites-unies-france.org))*

## SÉNÉGAL

### Actualité groupe-pays Sénégal (Présidente : Janine Planer, Bouguenais)

A l'issue de la réunion plénière du 11 mai dernier qui avait accueilli Mesdames Khady Dieng Gaye de la Direction sénégalaise nationale de la Coopération décentralisée, et Géraldine Tardivel, du Pôle de la Coopération Non Gouvernementale de l'Ambassade de France à Dakar, la consolidation des liens avec ces deux instances s'est poursuivie. La participation d'un membre de cette Direction est à nouveau attendue à l'occasion de la dernière réunion du groupe-pays de l'année, le 9 novembre prochain.

Le **Dossier-pays Sénégal**, attendu depuis plusieurs mois, vient d'être publié (cf. bon de commande).

Le 29 août, la Direction générale et le pôle Afrique de Cités Unies France ont reçu **M. Aly LO, Président de l'Union des Associations d'Elus Locaux**. Cette séance de travail a permis de raviver les liens entre les deux structures et d'étudier les modalités d'une nouvelle convention de partenariat.

*Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter Constance Koukoui ([c.koukoui@cites-unies-france.org](mailto:c.koukoui@cites-unies-france.org))*

### Souvenir : Naufrage du « Joola », cinq ans déjà

Le bateau « le Joola », qui assurait la liaison maritime Dakar-Ziguinchor, avait coulé dans la nuit du 26 au 27 septembre 2002 au large de la Gambie, emportant 1863 personnes.

*(Source : « Le Soleil » du 26/09/07, [allafrica.com](http://allafrica.com))*



## TOGO

### Groupe-pays Togo

(Président : Norbert Béalu, Bressuire)

Depuis son élection et son installation en avril dernier à Lomé et Sokodé (Togo), en présence du Président du groupe-pays, d'une délégation de collectivités françaises et de l'Ambassade de France à Lomé, le comité de pilotage togolais du « Programme concerté de Promotion et Renforcement de la Coopération décentralisée franco-togolaise » a tenu plusieurs réunions, aboutissant notamment à la mise en place d'une structure support et le recrutement d'un conseiller permanent. La prochaine réunion du comité de pilotage français est prévue le 8 novembre, suivie d'une réunion du groupe-pays Togo.

Cette réunion du groupe-pays, qui devrait recevoir la visite officielle d'une délégation de maires togolais conduite par le Président de l'Union des Communes du Togo, débattera de la relance, en cours, du processus de décentralisation dans le pays.

*Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter Constance Koukoui ([c.koukoui@cites-unies-france.org](mailto:c.koukoui@cites-unies-france.org))*

La version 2007 du **Répertoire des partenariats de coopération décentralisée** sera disponible ce mois-ci (*cf. bon de commande*).

### Actualité Togo

Le 31 août 2007 a eu lieu la 8<sup>ème</sup> session du comité de suivi de l'**Accord politique global intertogolais**.

Environ 3.500 observateurs nationaux et internationaux – notamment Organisation internationale de la francophonie, Union africaine, Union européenne (UE) – s'appêtent à superviser les **élections législatives prévues pour le 14 octobre**. De la tenue d'élections législatives "libres" et "transparentes", dépendra la normalisation des relations entre l'UE et le Togo, rompues depuis 1993 pour « déficit démocratique ».

Les membres du " Groupe de réflexion et d'action Femme, Démocratie et Développement " (GF2D) ont dénoncé la sous-représentation des femmes au sein des listes présentées par les partis politiques.

**La campagne électorale se déroulera du 28 septembre au 12 octobre.**

Depuis plusieurs jours, les pluies diluviennes qui s'abattent sur la préfecture de Kpendjal, localité située à plus de 600 kilomètres au nord de Lomé, ont causé de **graves inondations**.

Devant l'ampleur des dégâts occasionnés dans le nord du pays, les autorités ont reporté d'un mois la rentrée scolaire « pour éviter d'avoir un système éducatif à deux vitesses », selon un communiqué du gouvernement. Ce dernier a débloqué plus de 500 millions de francs CFA (762.245 euros) pour les opérations de secours aux sinistrés, après avoir décrété un deuil national de trois jours.

De mauvaises conditions atmosphériques ont ainsi frappé plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest dont le Ghana, le Burkina Faso, et le Togo.

*(Sources : AFP, APA-Agence de Presse Africaine, [allafrica.com](http://allafrica.com))*



## FORUM DES COLLECTIVITÉS LOCALES UNION EUROPÉENNE – AMÉRIQUE LATINE

Le 1<sup>er</sup> Forum des collectivités locales Union Européenne - Amérique Latine Caraïbes, sur la cohésion sociale se déroulera les 29 et 30 novembre au Sénat et à l'Hôtel de Ville de Paris.

L'initiative de ce Forum est née de la volonté de quatre Etats membres : la France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal, avec l'appui de la Commission Européenne, de favoriser ensemble le dialogue avec l'Amérique latine Caraïbes.

Cet événement, qui rassemblera environ 70 élus latino-américains et 70 élus européens, a pour objectif la diffusion d'expériences innovantes en matière de cohésion sociale entre les pôles urbains de l'Union Européenne et ceux de l'Amérique latine et des Caraïbes, au travers des nombreux cas de coopération décentralisée.

La déclaration finale de ce forum prétend inscrire les politiques publiques locales de cohésion sociale et les politiques de la ville dans le cadre des sommets des chefs d'Etats Union Européenne -Amérique latine, qui seront des thèmes centraux de la prochaine édition en 2008 à Lima.

*Pour tous renseignements complémentaires, veuillez vous adresser à Felicia Medina, chargée de mission Amérique latine & Caraïbes : [f.medina@cites-unies-france.org](mailto:f.medina@cites-unies-france.org)*

## HAÏTI

**Réunion commune de la Société des Amis de la République Haïtienne et de Cités Unies France, le 24 septembre, au Secrétariat d'Etat de la coopération et de la francophonie.**

Cette réunion avait pour objectif de dresser un état des lieux de la coopération décentralisée en Haïti grâce au retour d'expérience des différentes missions qui ont eu lieu récemment. Elle était aussi l'occasion de faire le point sur les initiatives des collectivités et de réfléchir aux synergies possibles afin de renforcer l'efficacité de la coopération.

*Pour plus d'information, merci de contacter Felicia Medina, chargée de mission Amérique latine & Caraïbes : [f.medina@cites-unies-france.org](mailto:f.medina@cites-unies-france.org)*

## COLOMBIE

**Les Premières Rencontres Internationales de la Coopération Décentralisée colombiennes, les 26 et 27 septembre à Bogota.**

Désireuse de s'engager sur la voie de la coopération décentralisée, la Colombie a organisé ces Premières Rencontres Internationales de la Coopération Décentralisée afin de créer un espace d'échanges d'expériences avec des collectivités européennes. Cet événement était l'occasion de connaître les différents instruments et mécanismes de la coopération décentralisée, et d'analyser la vision et les perspectives de la Colombie pour l'exécution de ce type d'actions.

*Felicia Medina, chargée de mission au pôle Amérique Latine & Caraïbes, a représenté Cités Unies France.*



## CHILI

**8<sup>ème</sup> édition du Forum de Biarritz, Santiago du Chili, les 8 et 9 octobre prochains.**

Organisée conjointement par le Gouvernement Chilien, la Fondation « Corporacion Justicia y Democracia », présidée par l'ancien Président Chilien Don Patricio Aylwin, la Ville de Biarritz et le CMEAL, la manifestation sera ouverte par Madame Michelle Bachelet, Présidente de la République du Chili.

Le thème central de cette nouvelle édition sera consacré à la « cohésion sociale et responsabilité sociale des entreprises ». Les réunions et débats permettront d'aborder des thèmes tels que : le développement économique et la cohésion sociale ; la Responsabilité Sociale des Entreprises, les marchés financiers et investissements socialement responsables ; la voix des villes et des régions ; la cohésion sociale et gouvernance démocratique.

Charles Josselin, en tant que Président de Cités Unies France, participera à cette rencontre.

## MEXIQUE

**Deuxième Forum National sur les Relations Internationales des Collectivités Locales, les 11, 12 et 13 octobre 2007 à Leon Guanajuato**

Pour la première fois un pays d'honneur est convié à participer à cet évènement et ce choix s'est porté sur la France. L'objectif de ce forum d'envergure nationale, porte sur la promotion de l'action extérieure des collectivités mexicaines qui attendent de leurs interlocuteurs français un partage d'expériences, tant sur les modalités de mise en œuvre d'actions de coopération décentralisée que sur l'organisation interne de leurs services des relations internationales ou encore de la mise en réseau des informations.

Plusieurs collectivités françaises seront présentes, et profiteront de l'opportunité du séminaire pour effectuer une extension de mission auprès de collectivités mexicaines de leur intérêt.

Michel Marjolet, Conseiller Municipal de la Ville de Nantes, et Président du groupe-pays Amérique Latine représentera Cités Unies France lors de cet évènement.

*Pour plus d'information, merci de contacter Felicia Medina, chargée de mission Amérique latine & Caraïbes : [f.medina@cites-unies-france.org](mailto:f.medina@cites-unies-france.org)*



## BRESIL

### Deuxièmes Rencontres de la Coopération décentralisée franco-brésilienne des 12, 13 et 14 novembre à Belo-Horizonte

(Président du Comité de suivi des Rencontres : Michel Vauzelle, Président de la région Provence Alpes Côte d'Azur)

Programme prévisionnel :

*Lundi 12 novembre :*

La journée comportera deux sessions plénières :

- - Plénière n°1 : « Rôle et place de l'action internationale et de la coopération décentralisée/fédérative des collectivités territoriales dans l'action internationale des Etats ».
- - Plénière n°2 : « La coopération Sud-Sud-Nord : perspectives de coopération croisées en Afrique, en Amérique latine et dans la zone Caraïbe ».

*Mardi 13 novembre :*

Six ateliers simultanés prendront place tout au long de la journée :

- Attractivité territoriale et innovation
- Les politiques d'inclusion sociale, prioritairement en direction de la jeunesse
- Les politiques urbaines
- Le développement rural durable
- La politique culturelle locale, partenariats et échanges
- Economie sociale, solidaire et populaire : formes d'inclusion sociale et promotion sociale

*Mercredi 14 novembre :*

Une session plénière et la déclaration finale clôtureront ces rencontres :

Plénière n°3 : « Les collectivités territoriales acteurs de l'intégration régionale et de la gouvernance mondiale ».

*Pour participer à ces rencontres, vous pouvez dès maintenant vous inscrire auprès de Felicia Medina, chargée de mission Amérique latine et Caraïbes : [f.medina@cites-unies-france.org](mailto:f.medina@cites-unies-france.org)*

## NICARAGUA

Le Nicaragua a de nouveau été touché par une **catastrophe naturelle**. Le 4 septembre, l'ouragan Félix, de catégorie 5, a secoué de plein fouet la Région autonome de l'Atlantique Nord. Les pertes sont encore incalculables, mais on parle déjà de plus de 100 morts, 120 disparus, 50 mille sinistrés, 8848 logements détruits et 18 000 personnes évacuées. L'ambassade de Nicaragua à Paris lance un appel à la solidarité internationale et a ouvert un compte bancaire prévu à cet effet. Cette aide sera administrée par le Système National pour la prévention des risques des catastrophes naturelles (SINAPRED).



Ci-dessous, l'identification de ce compte bancaire :

AMB NICARGUA /HURACAN FELIX

Banco : Société Générale, Victor Hugo 75116 Paris

300 3

03420

00250812830

75

Banque

Guichet

N° de Compte

Clé RIB

## SALVADOR

Dans le cadre du programme de coopération décentralisée que le Conseil général du Val de Marne développe au Salvador, depuis 1995, des actions visant à améliorer les conditions de vie des populations sont menées dans les domaines de la santé et de l'eau. Dans ce contexte, deux centres de santé ont été inaugurés : l'un, en 2001, dans le département de Usulután et le second, en 2004, dans le département de Ahuachapán. Dans ces établissements un important travail de prévention et d'éducation à l'hygiène de base est réalisé grâce au soutien des promoteurs de santé.

Afin de répondre à ces besoins, un programme de formation et d'échange d'expériences ont été mis en place dès 2005. Deux sessions sont organisées chaque année, une au Salvador (avril / mai) et une en Val de Marne (octobre).

Une session de formation et d'échange d'expériences accueillie en Val de Marne a donc eu lieu du 28 septembre au 13 octobre. Plusieurs thématiques y ont été abordées telles que : les maladies respiratoires la prévention bucco-dentaire, la déshydratation du nourrisson et les maladies gastro-intestinales ...

*Pour tous renseignements complémentaires veuillez contacter Rachida Mahmoudi, courriel : [rachida.mahmoudi@cg94.fr](mailto:rachida.mahmoudi@cg94.fr)*



## ETATS-UNIS

### Réunion du groupe-pays

Vous retrouverez le compte-rendu de la dernière réunion du groupe-pays Etats-Unis, qui a eu lieu le 4 juillet 2007 sur le site Internet de Cités Unies France :  
[http://www.cites-unies-france.org/html/actualites/actu\\_etats\\_unis.html](http://www.cites-unies-france.org/html/actualites/actu_etats_unis.html)

## QUEBEC

### Ateliers franco-québécois de la coopération décentralisée

Les troisièmes Ateliers franco-québécois de la coopération décentralisée devraient avoir lieu à l'automne 2008 à Québec dans le cadre des célébrations du 400ème anniversaire de la fondation de la ville de Québec. Les Premiers ateliers ont été créés par Jean-Pierre Raffarin, alors président du Conseil régional de Poitou-Charentes et président de l'ARF. Les seconds ateliers ont été accueillis par le Conseil régional d'Aquitaine et la Ville de Bordeaux. Chaque fois, les thématiques de la jeunesse, de la culture et de l'économie ont été envisagées sous différents angles.

Merci de porter à notre connaissance, les partenariats actifs que vous menez au Québec et de nous manifester votre intérêt éventuel pour cet événement qui devrait permettre à 150 élus français de témoigner des liens tissés entre collectivités françaises et québécoises

*Pour tout complément d'informations, merci de contacter : Guylaine Traoré, Chargée de mission à Cités Unies France : [g.traore@cites-unies-france.org](mailto:g.traore@cites-unies-france.org)*



## ALGÉRIE

### **Algérie :**

L'Algérie déplore un regain du terrorisme en ce mois de septembre avec 2 attentats meurtriers en deux semaines. Ces attentats, qui ont eu lieu à Dellys, à Batna et Zemmouri les 6, 8 et 14 septembre ont été revendiqués par la branche d'al-Qaïda au Maghreb islamique.

### **Elections municipales**

Les élections municipales algériennes se dérouleront le 28 novembre 2007.

## MAROC

### **Réunion du groupe-pays Maroc, mercredi 7 novembre 2007, à Marseille**

La prochaine réunion du groupe-pays Maroc se tiendra à Marseille le mercredi 7 novembre prochain. Inaugurant une nouvelle formule, cette réunion sera thématique et portera sur la jeunesse.

La matinée sera consacrée à une réunion de type classique, avec des éléments d'information sur l'actualité marocaine, la coopération franco-marocaine, les projets des collectivités françaises au Maroc.

L'après-midi sera consacré à la jeunesse marocaine, à la fois du point de vue de l'enjeu qu'elle représente au Maroc aujourd'hui et du point de vue de son implication dans les projets de coopération décentralisée franco-marocains.

Une invitation ainsi qu'un projet d'ordre du jour seront prochainement envoyés aux collectivités du groupe-pays Maroc

*Pour tous renseignements complémentaires, veuillez vous adresser à Linda Naili ([l.naili@cites-unies-france.org](mailto:l.naili@cites-unies-france.org)) ou Virginie Rouquette ([v.rouquette@cites-unies-france.org](mailto:v.rouquette@cites-unies-france.org))*

### **Elections législatives**

Les nationalistes conservateurs de l'Istiqlal, membres de la coalition gouvernementale sortante, sont arrivés en tête des élections législatives du 7 septembre avec 52 des 335 élus de la Chambre des représentants, devant les islamistes modérés du Parti pour la justice et le développement (PJD), (46 sièges), que les sondages avaient pourtant donné vainqueurs..

L'Union socialiste des Forces populaires (USFP), principal partenaire de l'Istiqlal au gouvernement, est passée de 50 à 38 députés et apparaît comme le grand perdant du scrutin. Le Mouvement populaire (MP) de droite obtient 41 députés et le Rassemblement national des indépendants (RNI), centriste, 39.





Les élections marocaines ont été marquées par un très fort taux d'abstention, de 63 %. Aux législatives de 2002, ce taux était de 48,4%. Les observateurs internationaux ont estimé que le vote avait été marqué par la "transparence" et le "professionnalisme", malgré des irrégularités isolées et une inquiétude en ce qui concerne la faible participation.

Les élections législatives étaient les deuxièmes organisées au Maroc depuis l'accession au trône du roi Mohamed VI en 1999, à la mort de son père Hassan II. Le souverain a progressivement lancé un chantier de réformes sociales tout en conservant le contrôle du pays en tant que tête de l'exécutif, chef de l'armée et dirigeant religieux

Le roi Mohamed VI a nommé Abbas el Fassi, secrétaire général du parti de l'Istiqlal (Indépendance), Premier ministre, et l'a chargé de former un nouveau gouvernement.

L'Istiqlal, parti nationaliste qui a joué un rôle-clé dans la lutte pour l'indépendance, est aujourd'hui un parti conservateur. Il prône notamment avec force le maintien de la présence marocaine au Sahara occidental, épineux sujet de discorde avec le voisin algérien depuis 1975. D'autres partis devraient faire partie du gouvernement d'El Fassi, dont le PJD, devenu la deuxième formation à la chambre à l'issue d'élections marquées par une forte abstention.

## LIBAN

### Réunion du groupe-pays Liban, le 15 octobre, à Lyon

La prochaine réunion du groupe-pays Liban se tiendra à l'Hôtel de ville de Lyon, lundi 15 octobre prochain, de 14h30 à 17h30. En présence de Béchir Odeimi, Représentant du Comité des Maires libanais, elle permettra de revenir sur l'actualité libanaise, de faire un état des lieux des projets des collectivités françaises puis de présenter les avancées de *l'Initiative concertée des collectivités européennes en faveur du développement et du renforcement des villes libanaises*.

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez vous adresser à Virginie Rouquette ([v.rouquette@cites-unies-france.org](mailto:v.rouquette@cites-unies-france.org))

### Affrontements au camp de réfugiés de Nahr al Bared :

L'armée libanaise a pris le contrôle de la totalité du camp de réfugiés palestiniens de Nahr al Bared dans le nord du Liban, le 2 septembre, après plus de trois mois de siège et de combats contre des irréductibles de l'organisation intégriste Fatah al Islam.

### Elections présidentielles

Le 19 septembre, un attentat à la voiture piégée a tué 8 personnes dont le député anti-syrien Antoine Ghanem. Ghanem est la septième personnalité anti-syrienne assassinée depuis l'attentat à la bombe qui a tué, en février 2005, l'ancien Premier ministre Rafic Hariri. Les alliés de Ghanem ont très vite pointé du doigt la Syrie. Damas a officiellement condamné l'attentat, qui a soulevé un concert de condamnations internationales, notamment du président américain George Bush, des Nations unies et de l'Union européenne.



Cet assassinat ébranle les efforts entrepris pour parvenir à un consensus sur l'élection d'un nouveau président succédant au pro-syrien Emile Lahoud. Le parlement devait en effet se réunir le 25 septembre pour élire le nouveau président libanais, mais le vote ne peut avoir lieu sans un accord entre la coalition antisyrilienne au pouvoir et l'opposition. L'élection présidentielle est donc reportée au 23 octobre. Par ailleurs, la mort du député réduit à 68 sièges la majorité dont dispose la coalition gouvernementale antisyrilienne sur les 128 sièges du Parlement, soit trois de plus que la majorité absolue de 65 sièges nécessaires pour remporter des votes.

Le Parlement aura jusqu'au 23 novembre (date de la fin du mandat d'Emile Lahoud) pour élire un nouveau président, poste qui selon le système institutionnel en vigueur depuis l'indépendance du pays doit revenir à un chrétien maronite. De nombreuses personnalités sont en lice pour succéder à Emile Lahoud. Le principal nom avancé par la majorité est celui de l'ancien député Nassib Lahoud, qui aura 63 ans fin novembre. Le favori de l'opposition est le chef du principal groupe chrétien au Parlement, l'ancien général Michel Aoun. Autres noms avancés, ceux des anciens ministres Michel Eddé et Faris Boueiz, du général Michel Souleïman, chef de l'état-major, et du gouverneur de la banque centrale Riad Salameh, même si aucun d'eux n'est un candidat déclaré.

## PALESTINE

### **Organisation des Assises de la Coopération franco-palestinienne le 3 et 4 décembre 2007 à l'Institut du Monde Arabe Paris**

Cités Unies France et le Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine (RCDP) organisent les Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne, **les 3 et 4 décembre 2007 à l'Institut du Monde Arabe, Paris**. Ces Assises constituent un événement majeur pour la coopération décentralisée, et sont aujourd'hui plus que jamais un atout vital pour cette région du monde.

Les dernières Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne remontent maintenant à plus de 7 ans. Au mois de juillet 2000, plus de quarante maires, présidents de départements et régions français avaient participé à cette première rencontre.

En sept ans, beaucoup d'espoirs se sont effondrés. L'époque d'Oslo nous laisse, à la place d'un État palestinien, des Territoires morcelés sous occupation, tandis que la construction d'un mur divise et éloigne encore plus de la paix les deux peuples de la région. Malgré cela, les collectivités territoriales françaises poursuivent leur travail de terrain, de coopération, en contact direct avec la population locale.

Les Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne, sont une occasion importante de travailler et d'échanger de manière directe avec le peuple palestinien. Ces rencontres répondent à la volonté de donner un véritable élan aux rapprochements des acteurs locaux français et palestiniens. Elles permettront des échanges sur les attentes et les besoins des collectivités locales des deux pays et le développement de nouveaux partenariats et une mutualisation des expériences.

**Informations complémentaires :**

Les collectivités locales seront invitées à accueillir leurs partenaires palestiniens pour assister à cet événement. Une très large invitation sera envoyée à toutes les collectivités membres de Cités Unies France pour les informer et les inviter à y participer.

*Pour toute information complémentaire, veuillez contacter Simoné Giovetti (Tel : 01 53 41 81 87 – med@cites-unies-france.org) ou Linda Naili au 01 53 41 81 90*

**Vous pouvez d'ores et déjà vous inscrire aux Assises de la Coopération décentralisée franco-palestinienne en vous rendant sur le site de Cités Unies France :**

[http://www.cites-unies-france.org/html/regions/mediterranee/palestine\\_index.html](http://www.cites-unies-france.org/html/regions/mediterranee/palestine_index.html)

**Réunion du Réseau Européen COEPPO à Barcelone, 5 septembre 2007**

L'objectif de cette rencontre était multiple :

- dresser un bilan des activités de chacun des réseaux nationaux depuis la dernière rencontre (mai 2007)
- analyser les résultats de la Commission RELEX du Comité des régions du 31 mai dernier, à l'occasion de laquelle a pu être officiellement présenté le réseau COEPPO
- débattre de la possibilité pour le réseau d'évoluer vers la personnalité juridique
- poser les jalons de l'organisation de la IIIème conférence des collectivités européennes pour la paix au Proche-Orient, prévue à Venise en mai 2008.

On retiendra de la rencontre les points saillants suivants :

- Bilan de la Commission RELEX du Comité des régions du 31 mai 2007 : l'ensemble des participants ont souligné la qualité de l'organisation et des interventions lors de la présentation du réseau COEPPO au Comité des régions.
- Il paraît urgent, aux yeux de plusieurs membres, de faire évoluer le réseau COEPPO vers la personnalité juridique. Le caractère informel du réseau semble en effet de moins en moins compatible avec le degré de reconnaissance dont jouit aujourd'hui notre organisation et les attentes qu'elle suscite.
- Organisation de la IIIème Conférence des collectivités pour la paix au Proche-Orient Tel qu'annoncé lors de la Commission RELEX du 31 mai dernier, la IIIème édition de la Conférence des collectivités pour la paix au Proche-Orient aura, après Dunkerque (2002) et Cordoue (2005), à Venise en 2008.

**Actualité Territoires Palestiniens****Hamis/Fatah**

Le peuple palestinien est toujours divisé entre une bande de Gaza où règne le Hamas, et une Cisjordanie contrôlée par le Fatah. Des manifestations organisées par le Fatah ont lieu quasiment chaque jour à Gaza. L'état d'urgence est toujours en vigueur en Cisjordanie. Les services de sécurité palestiniens fidèles à Mahmoud Abbas multiplient les arrestations de membres du Hamas et la fermeture d'associations, en majorité des organisations sociales liées au mouvement islamiste.

**Santé**

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a lancé le 19 septembre un appel urgent à l'aide internationale pour fournir des médicaments et des équipements médicaux aux Territoires palestiniens afin d'éviter une crise sanitaire.

L'appel a été lancé lors d'une conférence de presse à Jérusalem par Ambrogio Manenti, le représentant de l'OMS en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, et le ministre palestinien de la Santé, Fathi Moughli. "Une évaluation en profondeur menée par l'OMS et le ministère de la Santé conclut à des prévisions sombres à partir de mars 2008", a indiqué l'OMS dans un communiqué, mettant en garde contre des "conséquences potentiellement dramatiques sur la fourniture des médicaments", faute de fonds. Selon M. Moughli, le Ministère de la Santé a besoin de 42 millions de dollars pour couvrir les besoins des territoires palestiniens en médicaments et autres fournitures médicales en 2008.

**ISRAËL****Réunion du groupe-pays Israël, le 19 septembre 2007**

Le groupe-pays a eu le plaisir d'accueillir à cette occasion son excellence l'Ambassadeur d'Israël en France, M. Daniel Shek.

Cette rencontre a permis au groupe-pays de préparer la prochaine mission du groupe en Israël (date, logistique et objectifs). Cette réunion a été également l'occasion de rencontrer Madame Perrine Dufoix, déléguée générale de la Fondation France-Israël avec laquelle le groupe-pays mènera une réflexion pour mener des activités conjointement.

Le groupe-pays Israël a également décidé d'organiser les prochaines Assises de la Coopération franco-israélienne l'automne 2008. Un appel à candidature pour accueillir les Assises sera envoyé aux collectivités locales membre du groupe.

Les collectivités locales du groupe-pays recevront un courrier ainsi qu'un bulletin de participation à la prochaine mission en Israël.

*Pour toute information complémentaire, veuillez contacter Simoné Giovetti (Tel : 01 53 41 81 87 – [med@cites-unies-france.org](mailto:med@cites-unies-france.org))*

**Actualité politique**

Une enquête a été ouverte le 23 septembre contre le premier Ministre, Ehud Olmert. Le procureur général de l'Etat d'Israël, Menahem Mazouz, a ordonné l'ouverture d'une enquête criminelle à l'encontre du Premier ministre dans une affaire de corruption immobilière.

**« BRÈVES » ISRAËL - PALESTINE****Conférence internationale**

Le Quartette pour le Proche-Orient (Etats-Unis, Union européenne, Russie, ONU) s'est rallié le 23 septembre à un projet américain de conférence internationale, destinée à dessiner les contours d'un Etat palestinien et prévue à l'automne aux Etats-Unis.

Les Etats-Unis ont annoncé leur intention d'inviter à cette conférence la Syrie. Ce comité, chargé de plaider en faveur d'une initiative de paix d'inspiration saoudienne, comprend la Jordanie et l'Egypte - les deux seuls pays arabes à avoir signé un traité de paix avec Israël -, ainsi que le Qatar, les Emirats arabes unis, l'Arabie Saoudite et la Syrie.

Le Quartette n'a pas mentionné la récente décision israélienne de déclarer "entité hostile" la bande de Gaza, dont le Hamas a pris le contrôle par la force en juin. Israël a menacé d'y interrompre les livraisons de carburant et d'électricité. Mais il a exprimé son "inquiétude" sur les conditions de vie dans l'enclave et "appelé à la fourniture sans interruption des services essentiels".

Le président George W. Bush a affirmé le 23 septembre sa volonté de faire tout son possible pour la création d'un Etat palestinien coexistant avec Israël, et assuré que cet objectif pouvait être atteint, à l'issue d'une rencontre Mahmoud Abbas à Washington.

**Prisonniers**

Le gouvernement israélien a approuvé le 23 septembre la libération de quelques 90 prisonniers palestiniens, dans un geste de soutien au président Mahmoud Abbas, engagé dans une lutte de pouvoir avec le Hamas.

**COMMISSION MÉDITERRANÉE****La « compétitivité des Villes et des Régions dans la mondialisation »**

Lors du prochain grand rendez-vous de CGLU à Jeju, en Corée du Sud, la Commission Méditerranée organisera une session sur la compétitivité territoriale dans la mondialisation, le Mardi 30 octobre, de 16H00 à 17H30.

Cette session, présidée par le Président de la Commission Méditerranée et Maire de Marrakech, M. Omar El Jazouli et en présence de Charles Josselin, présentera une vue comparative des méthodes et des stratégies employées par les gouvernements locaux et régionaux à travers le monde pour agir sur la compétitivité de leur territoire en valorisant leurs atouts au service du développement.

Animée par l'Institut de la Méditerranée de Marseille, la session présentera les travaux l'OCDE sur « les villes compétitives dans l'économie globale », et des élus de Brazzaville (Congo), Nevsehir (Turquie), de Bogota (Colombie), de la Région Provence Alpes Cotes d'Azur (France), de la Province de Gangwon (Corée du Sud), exposeront leur expérience sur les pôles de compétitivité, les plans de



développement stratégiques, les politiques de l'innovation et les partenariats publics-privés, et dialogueront avec leurs partenaires de développement. La synthèse de l'atelier bénéficiera de l'expertise de la Banque Mondiale.

*Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter Clémentine Laratte ([c.laratte\\_med@yahoo.fr](mailto:c.laratte_med@yahoo.fr))*

## **PACA et Marseille consacre une semaine et plus de 20 manifestations à la Méditerranée**

**La Commission Méditerranée de CGLU donne Rendez-vous aux collectivités territoriales le 21 Novembre et vous présente les autres événements dédiés tout spécialement aux collectivités locales.**

Pour cette première édition de la *Semaine Economique de la Méditerranée* qui aura lieu à Marseille du 19 au 24 Novembre, l'Hôtel de Région PACA accueillera toute la journée du 21 Novembre des événements dédiés aux collectivités territoriales.

De 10H00 à 13h00, la Commission Méditerranée de CGLU convie les élus et représentants de réseaux des trois rives de la Méditerranée au 3ème Comité de pilotage du *Forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée*, en présence du Président Omar El Jazouli, Maire de Marrakech, des élus de la Ville de Marseille, de la Région PACA, ainsi que du Maire de Gaza, le Dr Maged Abu Ramadan.

De 14H00 à 16H00 la Commission Inter-méditerranéenne de la Conférence des Régions Périphériques Maritimes (CRPM) présentera des travaux inédits sur le rôle des autorités locales et régionales au sein d'un Nouveau partenariat méditerranéen.

Enfin, de 16H30-18H00 le réseau urbain Europe-Mena et le bureau de la Banque Mondiale KNA MENA organisent un séminaire sur la *Compétitivité des Villes en Méditerranée*.

La veille, le mardi 20 novembre, la Délégation Générale pour l'Environnement de l'Union Européenne organise une conférence sur la gestion municipale des déchets en Méditerranée et le programme Horizon 2020, en présence du Maire de Gaza et de maires d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

Le vendredi 23 novembre, le Groupe des Villes Euromed convie ses membres au siège de la CMCI.

La participation à l'ensemble de ces manifestations est libre.

*Pour plus d'information, consultez le site Internet <http://www.semaine-eco-med.com>.  
Pour la réunion de la Commission Méditerranée, contactez [c.laratte\\_med@yahoo.fr](mailto:c.laratte_med@yahoo.fr)*



## CROATIE

### Bilan des 3<sup>èmes</sup> rencontres des collectivités territoriales françaises et croates

Les 20 et 21 septembre 2007, Cités Unies France, en lien avec l'Ambassade de France en Croatie, l'ANVPAH&VSSP, le SGORH et la ville de Dubrovnik, a organisé les 3<sup>èmes</sup> rencontres des collectivités territoriales françaises et croates. Elles ont réuni une cinquantaine de participants, dont près de 30 participants français.

A l'orée de l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne, elles ont été l'occasion de lancer une réflexion collective en matière de gestion des services publics, de mise en valeur du patrimoine et d'opportunités de financement sur fonds européens et de contribuer ainsi à la préparation de l'avenir de nos collectivités territoriales.

Quelques photos et quelques présentations sont disponibles sur le site internet de Cités Unies France et un compte-rendu succinct de ses rencontres sera prochainement mis en ligne.

En 2008, le groupe-pays Croatie continuera à accompagner les collectivités territoriales françaises et croates désireuses de nouer des relations.

*Pour plus d'informations, merci de contacter : Hélène Migot, chargée de mission Europe/Asie : [h.migot@cites-unies-france.org](mailto:h.migot@cites-unies-france.org)*

## RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Le village de Praha 8 - Dolní Chabry (3000 habitants), recherche un partenaire français de coopération décentralisée, plutôt situé en bord de mer. Même si elle fait partie intégrante de la capitale, la collectivité Dolní Chabry a un caractère rural avec un climat doux et dispose d'une église inscrite au patrimoine de l'UNESCO.

*Contact : Mgr. Petra Morávková, [pmoravkova@hotmail.com](mailto:pmoravkova@hotmail.com), +420 723540535, +420 607 633 551, +420 283851882, [alena.nigrinova@seznam.cz](mailto:alena.nigrinova@seznam.cz), [www.dchabry.cz](http://www.dchabry.cz)*

## ROUMANIE

### Assises de la coopération décentralisée franco-roumaines

L'entrée de la Roumanie dans l'Union Européenne redynamise les enjeux de la coopération décentralisée franco-roumaine et invite à de nouvelles orientations, notamment en ce qui concerne le partage des compétences en matière de gestion des crédits européens, qui est évaluée à environ 8 millions d'euros par jour pour la Roumanie.

Aussi comme annoncé antérieurement, les 15 et 16 novembre prochains se tiendront à Nantes, les «3èmes Assises de la coopération décentralisée franco-



roumaine ». Organisées par Nantes Métropole en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères et européennes français, Cités Unies France et l'Assemblée des Départements de France, ces rencontres auront pour objet de dresser un bilan des partenariats franco-roumains et de tracer les perspectives d'évolution de ces partenariats avec l'entrée de la Roumanie dans l'Union Européenne.

## Programme :

Issus des discussions de Cluj, deux thèmes ont été retenus comme axes centraux des Assises. Ces deux thèmes prendront la forme de plénières :

- **Les Services Publics, l'Intercommunalité, l'Europe:** Des lois de décentralisation sont actuellement votées en Roumanie. La délégation des services publics ouvre de nouvelles aires pour la coopération décentralisée, et une loi relative aux associations entre collectivités locales devrait être adoptée prochainement. Celle-ci permettra de développer, dans le cadre de la coopération décentralisée, le transfert de compétences en matière d'intercommunalité pour les collectivités roumaines. Cette table ronde est co-pilotée par le Brest Métropole Océane et la Communauté d'agglomération du grand Angoulême.
- **Les nouveaux partenariats franco-roumains** ou l'évolution nécessaire vers une coopération plus conforme à une coopération entre deux pays de l'Union européenne. Les motivations qui ont lancé les coopérations franco-roumaines dans les années 1990 n'étant plus fondées, de nouvelles problématiques s'imposent, comme l'attractivité des territoires, les pôles de compétitivité, la coopération universitaire etc. Cette table ronde est pilotée par le Conseil général d'Ille et Vilaine.

D'autres thèmes qui font écho à des enjeux d'importance en Roumanie ont été proposés par les collectivités, tels que le traitement des déchets, les TIC, la coopération transfrontalière, l'agriculture et la formation, l'urbanisme et le patrimoine.

Outre les deux plénières qui se tiendront successivement, quatre ateliers ont été prévus:

- **La gestion et expérimentation des services publics**, élargissant ainsi le thème de l'eau co-piloté par Brest Métropole Océane et Constanta.
- **La cohésion sociale**, incluant notamment les problématiques de la mobilisation de la jeunesse. Les représentants du Secours Populaire, du Comité PECO et de Solidarité Laïque ont proposé de mettre leur expérience et leur expertise à profit pour l'organisation de cet atelier, piloté par l'ADF.
- **La démocratie participative** : la possibilité de création de conseils de quartiers, de conseils jeunes, de conseils d'anciens co-piloté par la Ville de Mulhouse et Timisoara
- **L'intercommunalité** co-piloté la Communauté d'agglomération du grand Angoulême et Turda.

*Pour plus d'information, Fabiola Rivas, Chargée de mission Roumanie,  
Tél : 01 53 41 81 94 ; courriel : [f.rivas@cites-unies-france.org](mailto:f.rivas@cites-unies-france.org)*





## ROUMANIE – ACTUALITÉ POLITIQUE

Après la crise politique qui a mené le président Basescu face à une suspension et un référendum, la Roumanie est loin de résoudre les contradictions de sa politique interne.

Le Parti Social Démocrate (PSD) a déposé fin septembre une motion de censure visant à éliminer le gouvernement actuel. Le texte intitulé « 1000 jours de chaos. La fin du gouvernement de droite » a été présenté devant les deux chambres du Parlement. Le PSD critique l'attitude du Gouvernement face aux problèmes toujours sensibles : le système des retraites, la santé, l'enseignement, l'agriculture et les fonds européens. Pour que l'Exécutif soit démis, il est nécessaire le vote des 232 parlementaires. Le PSD avec le PD (Parti démocrate) et le PLD (Parti libéral démocrate) ont annoncé soutenir la motion comptent 248 parlementaires. La motion sera votée le 3 octobre.

Ainsi, divers scénarios « post-motion » se dégagent. Après un round de négociations avec Traian Basescu et plusieurs heures de discussions, les leaders PSD estiment qu'ils ont deux options : être reçus par le Parti national libéral (PNL) au pouvoir ou éliminer Tariceanu avec l'aide du Parti démocrate (PD, d'opposition) et construire avec les démocrates. Cela prévoit, dans la variante minimale, un gouvernement minoritaire PD-PLD (Parti libéral démocrate), soutenu ponctuellement par le PSD. Dans la variante maximale, il s'agirait d'un protocole écrit et d'une collaboration à long terme au pouvoir entre le PD et le PSD, dont l'ancienne garde serait éliminée.

En 2007 la Roumanie occupe la 69<sup>ème</sup> rang dans le classement des 180 pays en ce qui concerne l'indice de la corruption. L'étude a été réalisée par International Transparency après une année de recherche sur la corruption. On constate un léger progrès, mais la Roumanie se trouve encore en-dessous de la moyenne européenne.

Par ailleurs, les saisines formulées par la Direction nationale anti-corruption (DNA) et adressées au président Traian Basescu demandant l'accord pour engager plusieurs poursuites pénales des membres du Gouvernement continuent. Le procureur en chef de la DNA, Daniel Morar, a demandé l'avis en vue de commencer la poursuite pénale contre Victor Babiuc (ancien ministre PD la Défense pendant la période décembre 1996-février 1998, avril 1998-mars 2000) pour l'infraction de prise de pot-de-vin et abus de service aux conséquences particulièrement graves. Les faits ayant déterminé le commencement de l'enquête contre l'ancien ministre concernent l'échange de terrains conclu entre le Ministère de la Défense Nationale et l'homme d'affaires Gigi Becali le 2 juin 1999.



## POLOGNE

### COOPÉRATION TERRITORIALE EUROPÉENNE

Les dernières Assises de Cracovie, qui se voulaient une contribution au triangle de Weimar et à l'avenir de la construction européenne, ont été couronnées de succès.

Les réflexions seront poursuivies dans le cadre d'«**Ateliers de la coopération territoriale européenne**», qui auront lieu les 12 et 13 octobre 2007, à Varsovie.

Cités Unies France, en lien avec l'Ambassade de France en Pologne, les associations de pouvoirs locaux allemandes, françaises et allemandes, co-organise ces Ateliers, pour la partie française.

L'objectif de ces ateliers est d'informer les collectivités locales sur les programmes européens destinés à la coopération entre territoires, et notamment les programmes INTERREG IVC, Citoyens pour l'Europe et Jeunesse en action, et de leur permettre de rencontrer des partenaires potentiels.

Le programme, le bulletin de participation et toutes les informations pratiques sont disponibles sur le site Internet de Cités Unies France.

*Pour plus d'informations, merci de contacter : Hélène Migot, chargée de mission Europe/Asie : [h.migot@cites-unies-france.org](mailto:h.migot@cites-unies-france.org)*

### ACTUALITÉ EUROPE

#### Echéances électorales :

21 octobre 2007 : élections législatives anticipées en Pologne

21 octobre 2007 : élections présidentielles en Slovénie

17 novembre 2007 : élections municipales au Kosovo

25 novembre 2007 : élections législatives en Croatie

2 décembre 2007 : élections législatives en Russie



## VIETNAM

### 7èmes assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne

Cités Unies France participe à l'organisation des 7èmes assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne, qui auront lieu **les 22 et 23 octobre 2007**, à **Montreuil**. Les assises mettront l'accent sur quatre thèmes, en particulier : le développement économique, l'aménagement du territoire et l'environnement, les coopérations culturelles et éducatives, ainsi que le co-développement.

Dans le cadre de ces assises, Cités Unies France animera un atelier de réflexion sur le processus de décentralisation et la notion de partenariat, intitulé « Expériences de gestion locale » (lundi 22 octobre 2007 de 16h30 à 18h30) et vous pourrez également nous retrouver sur le stand que nous animerons pendant toute la durée des assises.

Le programme, le bulletin de participation et toutes les informations pratiques sont disponibles sur le site Internet de Cités Unies France.

*NB : Les inscriptions sont à faire directement auprès de la ville de Montreuil (contact : [jeanbaptiste.colin@mairie-montreuil93.fr](mailto:jeanbaptiste.colin@mairie-montreuil93.fr)).*

*Pour plus d'informations, merci de contacter : Hélène Migot, chargée de mission Europe/Asie : [h.migot@cites-unies-france.org](mailto:h.migot@cites-unies-france.org)*

## CHINE

### 2èmes rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise

Cités Unies France participe à l'animation de la coopération décentralisée avec la Chine, dans le cadre du comité de coordination mise en place sous l'égide de la CNCND et présidé par M. Jacques Valade, Sénateur adjoint au maire de Bordeaux.

Cités Unies France participe à l'organisation des deuxièmes rencontres franco-chinoises de la coopération décentralisée, prévues à **Bordeaux, les 22 et 23 novembre 2007**.

Le titre des rencontres « *Vers une société harmonieuse, par le développement durable* », sera décliné en quatre ateliers : protection de l'environnement ; développement économique ; harmonie sociale, ainsi que « méthodologie des relations décentralisées franco-chinoises ».

Le programme, le bulletin de participation et toutes les informations pratiques sont disponibles sur le site Internet de Cités Unies France.

*NB : Les inscriptions sont à faire directement auprès de la ville de Bordeaux (contact : [sce.ri@mairie-bordeaux.fr](mailto:sce.ri@mairie-bordeaux.fr)).*

*Pour plus d'informations, merci de contacter : Hélène Migot, chargée de mission Europe/Asie : [h.migot@cites-unies-france.org](mailto:h.migot@cites-unies-france.org)*



## « BRÈVES » ASIE

Les 10 et 11 septembre, les dirigeants des 10 pays de l'Asean, de la Chine, du Japon, de la Corée, et de 25 pays membres de l'Union européenne (UE), ainsi que le président de la Commission européenne se sont rencontrés à l'occasion du sixième sommet Asie-Europe (Asem), qui se tiendra à Helsinki.

### **Prochaines échéances électorales :**

1<sup>er</sup> juillet 2006 au 31 décembre 2007 : élections locales en Chine



## Le service civil volontaire, La coopération et la solidarité internationale et les collectivités locales : un engagement PARTAGÉ

Le **service civil volontaire**, créé par la loi du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, a pour objectif de permettre à des jeunes, garçons et filles, de 16 à 25 ans révolus, de parcours, de milieux culturels et d'origine diversifiée, de s'engager au service d'une mission d'intérêt général, pour une période de six, neuf ou douze mois, dans une association, une collectivité territoriale ou un établissement public. Ce dispositif, piloté par l'Agence Nationale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des Chances (Acsé), a vocation à promouvoir l'engagement des jeunes, à le rendre visible et à le soutenir de façon significative par la mise en place d'un cadre et la prise en charge d'une part significative de l'indemnité versée au jeune volontaire et d'un complément de financement à la structure pour l'accompagnement du jeune et la formation aux valeurs civiques.

Le service civil volontaire s'appuie sur les différentes formes de volontariats existants qui définissent le lien contractuel entre la structure d'accueil et le jeune :

- Le volontariat associatif en direction des associations ;
- Le volontariat civil de cohésion sociale et de solidarité en direction des collectivités locales et des établissements publics ;
- Le volontariat civil à l'aide technique en direction des collectivités locales et des établissements publics d'outre-mer.

D'autres volontariats sont agréés de droit notamment le volontariat de solidarité internationale et le volontariat international en administration.

Au 31 août 2007, 300 structures ont reçu un agrément pour 9133 postes de volontaires, dont un quart pour les établissements publics et les collectivités territoriales, parmi lesquelles Paris, Lille, Orléans, Valenciennes, Montfermeil, Le Raincy, Saint-Quentin. Les missions agréées dans les organismes publics relèvent en majorité de la protection de l'environnement (31%), de la culture (16%), de l'éducation (13 %), de la solidarité (11%).

Sur un millier de jeunes recrutés dans l'ensemble des structures : 63% sont de femmes, la moyenne d'âge est de 22 ans, 83% ont un niveau de l'enseignement supérieur.

**Les collectivités territoriales** et particulièrement les communes sont bien placées pour mesurer les enjeux du service civil volontaire, parce qu'inscrites naturellement « **au cœur de la République** » et en proximité avec le plus grand nombre dans la vie quotidienne comme dans la mobilisation citoyenne. C'est pourquoi elles sont des partenaires privilégiés pour identifier des besoins et des missions d'intérêt général qui ne viendront pas concurrencer des emplois salariés et qui pourront être réservées à des volontaires.



**La coopération et la solidarité internationale**, au titre des actions internationales conduites par les collectivités locales, notamment dans le cadre des jumelages et du développement de la coopération décentralisée, constituent des missions éligibles au service civil volontaire. Leurs enjeux multiples et transversaux relèvent de l'ensemble des secteurs d'intervention couverts à ce jour par ce dispositif.

C'est le cas particulièrement de l'éducation, l'accès aux droits en matière de santé, de la lutte contre la pauvreté, de l'économie solidaire et du développement durable.

A ce titre, il peut être fait appel à des jeunes volontaires recrutés dans le cadre du service civil volontaire qui peuvent intervenir dans la cité en complément des Volontaires du Progrès qui interviennent sur les sites.

Les demandes d'agrément pour ces missions seront étudiées par l'ACSE en liaison avec la délégation pour l'action extérieure des collectivités locales du MAE.

*Pour toute information concernant le service civil volontaire voir le site : [www.servicecivilvolontaire.fr](http://www.servicecivilvolontaire.fr)*

Le pôle service civil volontaire et les directions régionales de l'Agence Nationale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des Chances (ACSE) se tiennent à la disposition des collectivités pour les soutenir et les accompagner dans la mise en œuvre de ce dispositif.

*Pour toutes informations complémentaires et l'organisation de rencontres sur site un contact peut être pris avec Brigitte Thevenieau, directrice des collectivités territoriales au pôle service civil volontaire*

*Tél. : 01 44 02 77 44, courriel: [brigitte.thevenieau@lacse.fr](mailto:brigitte.thevenieau@lacse.fr)*



**FITS Méditerranée**, Marseille, 17 et 18 janvier 2008

En 2003, le 1<sup>o</sup> **Forum International Tourisme Solidaire et développement durable** (FITS) réunissait à Marseille des délégations en provenance de 74 pays pour échanger sur le thème d'un « autre tourisme » plus éthique, plus responsable et plus solidaire. Le 2<sup>o</sup> FITS réalisé au Chiapas, Mexique, en 2006 proposait la réalisation de rencontres régionales préparatoires au 3<sup>o</sup> FITS mondial qui aura lieu à Bamako, au Mali du 15 au 22 octobre 2008.

Dans ce cadre le Conseil régional PACA, les Villes d'Aix en Provence, Grenoble, Romans, Vienne, Cités Unies France, Commission Méditerranée de CGLU et le Réseau Delta (tourisme responsable et solidaire en régions PACA et Rhône Alpes) organisent le FITS Méditerranée à Marseille les 17 et 18 janvier 2008. Il concerne l'ensemble des pays du bassin méditerranéen et a pour objectif de mobiliser les acteurs du développement territorial : administrations, collectivités territoriales, entreprises, ONGs, associations diverses, autour de l'enjeu du développement touristique dans l'espace méditerranéen. Il mettra l'accent, entre autres, sur le rôle des collectivités territoriales dans la promotion de formes alternatives de tourisme.

Le programme complet de la manifestation est d'ores et déjà disponible sur le site de Cités Unies France.

*Pour plus d'information, veuillez contacter : Jean-Marie Collombon, Coordinateur général FITS, [fits@tourisme-solidaire.org](mailto:fits@tourisme-solidaire.org)  
Ou Fabiola Rivas, Cités Unies France, 01 53 41 81 94, [f.rivas@cites-unies-france.org](mailto:f.rivas@cites-unies-france.org)*

## Les entretiens de Gréoux

Les 13 et 14 novembre 2007 prochains, la Cité de la Culture et du Tourisme Durable (CCTD), ODIT France et l'Institut d'Administration des Entreprises de l'Université de Nice Sophia Antipolis organisent *Les Entretiens de Gréoux* - Château Laval à Gréoux-les-Bains, Alpes de Haute Provence. Cet événement est destiné à identifier, valider, et diffuser, dans le cadre d'un large partenariat public et privé, les outils, process et expériences qui constituent une avancée en matière de développement durable du tourisme. La 1<sup>ère</sup> journée de la manifestation est réservée aux experts et chercheurs du tourisme durable, la 2<sup>ème</sup> journée est un Colloque ouvert au public où sera présenté les Communications et échanges sur les avancées du tourisme durable.

*Le programme complet de la manifestation est téléchargeable sur le site :  
<http://www.cctd.fr/index.html>  
[infos@cctd.eu](mailto:infos@cctd.eu)  
Tél 04 92 31 82 00*



## CONFERENCE SUR LE TOURISME SOLIDAIRE AVEC LE MALI 16 novembre de 9h30 à 12h30 à Montreuil

Du 10 au 18 novembre prochain aura lieu à Montreuil la semaine artisanale et culturelle malienne 2007. A cette occasion la ville de Montreuil organise en partenariat avec l'UNAT et Cités Unies France une conférence sur le tourisme équitable et solidaire le vendredi 16 novembre de 9h30 à 12h30 à l'Hôtel de Ville de Montreuil.

L'objectif de cette rencontre est de réaliser un panorama de ce qui existe dans le secteur du tourisme responsable au Mali aussi bien les actions entreprises par les collectivités locales, que les associations et « tour-operators » du secteur.

Puis en deuxième partie de la conférence, il est prévu de discuter avec les collectivités présentes et les professionnels pour analyser les forces et les faiblesses des partenariats de tourisme responsable au Mali et de réfléchir aux perspectives de 2008.

Le programme détaillé de la manifestation sera mis en ligne sur le site de Cités Unies France mi-octobre.

*Pour plus d'information, Fabiola Rivas, Chargée de mission Tourisme responsable,  
Tel : 01 53 41 81 94, [f.rivas@cites-unies-france.org](mailto:f.rivas@cites-unies-france.org)*





## Collectif de l'Éthique sur l'étiquette

Plus de dix ans après sa création, le Collectif de l'éthique sur étiquette reprend ses travaux grâce à la création d'une association indépendante. En 2006, des difficultés de financement avaient abouti au licenciement des cadres salariés attachés à son secrétariat national. En 2007, le CCFD a succédé à la Fédération Artisans du Monde dans le portage administratif du projet. Cet engagement du CCFD, financier mais aussi en ressources humaines correspond aux objectifs fixés en terme d'éducation au développement pour les 4 années à venir qui viseront à mettre l'accent sur les interdépendances entre les modes de vie au Nord et les questions de développement. En outre, il correspond à la volonté de travailler au plus près des partenaires du Sud.

Les missions de la nouvelle association Collectif de l'éthique sur étiquette restent fidèles aux principes d'amélioration du respect des droits économiques et sociaux fondamentaux dans le monde, sur la base des droits définis par les principales conventions de l'OIT et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Elle vise à promouvoir l'amélioration des pratiques de responsabilité sociale des entreprises en France grâce à la consolidation d'un réseau multi-acteurs solide et efficace sur la question des droits de l'homme au travail, en s'appuyant sur un réseau de bénévoles et des permanents formés et informés capables de conduire ou participer au dialogue et autres actions menées à divers niveaux des entreprises concernées et aux actions des collectivités locales.

Le champ d'action prioritaire de l'action du collectif est la filière textile - habillement (confection) et les articles de sport dans le cadre du réseau international « Clean Clothes Campaign » (CCC ou Campagne Vêtements Propres) dont le collectif est la plateforme française et les filières Jouets, etc. L'inclusion progressive au cours des prochaines années d'autres biens de consommation dans le champ d'action du collectif conformément à sa mission n'est pas exclue. Elle fera l'objet de discussions ultérieures au sein du conseil d'administration en fonction des opportunités et des moyens de l'association et de ses membres.

La nouvelle association présidée par Maité Errecart, ancienne directrice générale de l'Institut national de la consommation, compte une trentaine de membres dont le CCFD, la CFDT, Peuples Solidaires, Léo Lagrange Consommation et Cités Unies France. Le président du groupe achats éthiques de Cités Unies France, Boris Maxant, adjoint au maire de Longwy a intégré le bureau exécutif de l'association afin de porter la voix des collectivités engagées dans la promotion des droits de l'homme au travail ou désireuses d'encourager l'intégration de clauses éthiques dans la commande publique.

*Pour plus d'information, Fabiola Rivas, Chargée de mission achats publics éthiques, tél : 01 53 41 81 94, f.rivas@cites-unies-france.org*



## Assises commandes publiques et développement durable

Le 11 septembre 2007 ont eu lieu les Premières Assises des réseaux territoriaux commande publique & développement durable. Cette journée organisée par Les Eco Maires, Cités Unies France, l'ARENE Ile-de-France et l'ADEME a réuni plus de 280 participants (collectivités, entreprises, associations).

Dans l'ouverture des Assises, Mme Michèle Pappalardo, Présidente de l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) a remarqué l'importance des échanges entre les réseaux territoriaux qui communiquent sur leurs actions.

L'Europe a été représentée par M. Gernot Schnabl, DG Environnement qui a fait un point sur la politique européenne pour les marchés publics écologiques (GPP-Green Public Procurement). La Commission Européenne apporte un soutien aux politiques nationales concernant les achats écologiques et aux plans d'action nationaux et est consciente du potentiel énorme que représente une future politique d'achats écologiques.

Un point intéressant dans le débat a constitué l'intervention de Mme Danielle Poliautre Présidente de la campagne Procura+, Adjointe au maire de Lille, qui a partagé avec nous son retour d'expérience sur les pratiques d'achat responsable. Elle a observé que les nouvelles pratiques imposeront une nouvelle vision. Le commerce équitable demande un changement des modes de consommation et de production. Conscientes de leur influence sur le marché, et de leur responsabilité pour l'évolution des modes de production et de consommation, de nombreuses collectivités cherchent à faire évoluer leurs demandes pour systématiser l'approvisionnement en produits et services responsables. De plus en plus d'acteurs exigent des clauses sociales et environnementales. On constate une mobilisation croissante d'acteurs : des politiques européennes et nationales sont engagées, des réseaux se structurent, des méthodologies sont proposées. Elle précise aussi qu'intégrer des clauses environnementales et sociales est important pour : répondre aux besoins et assurer un service de qualité pour tous, participer à l'évolution de l'offre et de la demande vers une « consommation responsable ». Il faut aussi faire évoluer les comportements ; la nécessité de « répondre aux besoins » et non de « s'adapter à l'offre ». Mme Poliautre conclut sur l'importance de prioriser les achats responsables et de renforcer les partenariats.

Les premiers résultats de l'enquête nationale « collectivités et commande publique durable » présentés dans le cadre des Assises par Christine Cros, Chef du Département éco-conception et consommation durable, ADEME ont permis de tirer quelques enseignements sur l'état des lieux des collectivités engagées dans cette dynamique, les pratiques en la matière, les freins et leviers à l'action. Ainsi, le principal frein identifié n'est pas la difficulté juridique mais la connaissance de l'offre.



Un bilan national des réseaux territoriaux et de la coordination inter-réseaux a été présenté. Des réseaux régionaux et locaux sur la commande publique et le développement durable ont vu le jour couvrant les régions suivantes Alsace, Aquitaine, Bourgogne, Basse Normandie, Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes, Limousin, Haute-Normandie, Ile-de-France, Lorraine, Nord-Pas-de-Calais, PACA, Rhône-Alpes. Pour accroître leur synergie et leur efficacité, et donner une visibilité nationale aux différentes initiatives territoriales, ces réseaux se sont regroupés au sein d'un groupe de travail national animé par Les Eco Maires et Cités Unies France avec le soutien technique et financier de l'ADEME. Les différents animateurs de réseaux territoriaux commande publique et développement durable témoignent sur le fonctionnement des réseaux, leurs intérêts et les productions.

Des exemples d'initiatives entre collectivités, associations et entreprises ont été soumis ensuite à l'attention du public.

Dans l'allocution de clôture Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, secrétaire d'Etat à l'écologie, a remarqué la présence et l'intérêt des participants pour les thèmes abordés dans le cadre des Assises. Tout cela avant une autre manifestation importante, le Grenelle de l'environnement. Elle lance un appel à l'action et à la sensibilisation des acteurs impliqués dans les démarches achats responsables.

*Pour plus d'information, Fabiola Rivas, Chargée de mission achats publics éthiques, tél : 01 53 41 81 94, [f.rivas@cites-unies-france.org](mailto:f.rivas@cites-unies-france.org)*



## Education au développement

La Journée « Solidarité internationale : l'Education au développement au cœur du partenariat collectivité locale - association » qui s'est tenue le 25 septembre a rassemblé plus de 80 participants que nous tenons à remercier de la confiance qu'ils nous ont accordée. Animée par Marie-Pierre Rouger, adjointe au maire de Fougères, et en présence de nombreux(-ses) élu(e)s, dont Clotilde Tascon-Mennetrier, vice-présidente du Conseil général d'Ille et Vilaine, les échanges avec Michel Faucon du CRID, Jean-Pierre Dardaud, président de Frère des Hommes et président de la commission sensibilisation de l'opinion publique au HCCI, ont permis aux participants tant associatifs qu'issus de collectivités locales de mieux comprendre les logiques de chacun et d'envisager de nouvelles complémentarités.

*La synthèse de cette Journée sera prochainement mise en ligne sur notre site.*

## L'approche genre en coopération décentralisée : vers une nouvelle conditionnalité ?

Cités Unies France proposera d'ici le mois de mars prochain une Journée de la coopération décentralisée autour de la question du genre. Au delà de la question de l'égalité hommes-femmes que la notion de genre dépasse, il s'agit dans un premier temps d'envisager comment cette approche qui s'intéresse aux rapports sociaux entre les hommes et les femmes, permet de rendre des projets plus opérationnels et de s'assurer, pour chacun des acteurs de la coopération décentralisée, d'œuvrer pour le développement de tous les acteurs du sud.

Vous serez informé (e) du format de cette nouvelle Journée de la Coopération décentralisée dans les prochaines semaines.

Si votre collectivité mène une politique qui prend en compte les questions de genre au niveau local ou sur la scène internationale, merci de nous en informer afin que votre expérience nous aide à construire les différents temps de notre Journée.

*Contact : [g.traore@cites-unies-france.org](mailto:g.traore@cites-unies-france.org)*



## « Villes africaines et Patrimoine », Formation Africités des 3, 4 & 5 septembre 2007

Le 5 septembre, Charles Josselin, Président de Cités Unies France, a présidé, à la demande de Yves Dauge, Sénateur d'Indre-et-Loire la session de clôture de trois journées de formation destinées aux élus africains.

Cette rencontre faisait suite à l'initiative « Villes africaines et Patrimoine », lancée par l'UNESCO et le Partenariat du Développement Municipal (PDM) lors du sommet Africités 2003 à Yaoundé (Cameroun), suivie par la publication du *Guide à l'attention des collectivités locales africaines*, puis par la session spéciale « Patrimoine culturel des villes et territoires », organisée à l'occasion du sommet Africités 2006 à Nairobi (Kenya) par l'UNESCO, la convention France-UNESCO et la Mission Val de Loire. .

La session de clôture du 5 septembre a été l'occasion de débats passionnés entre élus, universitaires et techniciens africains et européens, même si un principe a fait l'unanimité : le développement durable n'est pas envisageable sans une réelle connaissance du patrimoine.

Il a été souligné la nécessité de mettre en place des outils de sauvegarde (plan local d'urbanisme, schéma patrimonial par exemple), ou encore de promouvoir le patrimoine, par une approche intégrée qui impliquerait les populations, premières concernées.

Charles Josselin a également rappelé que la question du financement devait être prise en compte dans la stratégie globale de formation qui résultera de ces échanges.

Un mémorandum du déroulement des trois journées sera rédigé collectivement par les protagonistes de cette formation.

### *Informations complémentaires :*

*Constance Koukoui, c.koukoui@cites-unies-france.org*

*Arianna Ardesi, a.ardesi@unesco.org*

## **Mobilité et Développement**

Une journée d'études a été organisée par l'ADP le 7 septembre 2007 sur la mobilité et le développement urbain.

La mobilité est un concept large qui englobe l'ensemble des stratégies individuelles et collectives pour accéder aux opportunités et services. Elle est à la fois liberté de choix et compétition. D'où le nécessaire dialogue entre techniciens et dirigeants politiques.

La lutte contre la pauvreté et la ré-appropriation de la ville par les habitants étaient au centre des débats.

Quelques stratégies ont été proposées pour améliorer les transports, dont le plus couramment utilisé, du Caire à Casablanca, demeure toutefois la marche à pied.

L'impact de la mobilité sur le développement urbain porte tout à la fois sur sa compétitivité économique, sa structure sociale, son environnement.



L'investissement de la coopération décentralisée en matière de développement urbain et en particulier d'amélioration de l'accès aux transports urbains ne peut dans ce contexte que se poursuivre et se renforcer.

*Informations complémentaires :*  
Pôle Afrique, [poleafrique@cites-unies-france.org](mailto:poleafrique@cites-unies-france.org)

**Gouvernances et libertés locales – Soirée-débat organisée par les Éditions Karthala** pour la sortie de l'ouvrage de M. Soungalo Ouattara, Ministre délégué aux Collectivités Locales (Burkina Faso)

**Le 18 septembre 2007**, à l'occasion de la sortie de l'ouvrage *Gouvernances et libertés locales* de Soungalo Ouattara aux Éditions Karthala, une soirée débat a été organisée.

La présentation et l'introduction de l'ouvrage ont permis d'évoquer les différents types de gouvernance et d'énoncer les réformes que connaît aujourd'hui l'Afrique en général et le Burkina Faso en particulier. Pour l'auteur, la décentralisation est à considérer comme un nouveau mode de gouvernance pour l'Afrique. *« L'analyse de Monsieur Ouattara montre combien les expériences africaines de l'après-indépendance, notamment celles du Burkina Faso, ont été marquées par des tensions persistantes autour de la gouvernance, tensions au travers desquelles se lit aussi et surtout la récurrence de la quête populaire des libertés locales. »*

Lors du débat qui a suivi, l'auteur a été invité à expliciter plusieurs thèmes tels que la décentralisation comme parachèvement de la démocratisation, les apports ou obstacles de la dimension religieuse face à cette décentralisation, la place de la décentralisation dans des sociétés traditionnelles.

*Pour en savoir plus : Ouattara.S., « Gouvernances et libertés locales », Editions Karthala, 2007.*

## **Participation au séminaire ARCADE sur la culture, moyen de prévention de conflit**

Dans le cadre de son partenariat avec l'ONG ACTED - « Agence d'aire à la coopération technique et au développement » - Cités Unies France a participé **le 5 septembre 2007** au séminaire « Culture & prévention des conflits ». La ville de Romans-sur-Isère y a également pris part.

ARCADE est un projet porté par ACTED qui consiste à sensibiliser le public européen autour de la question « culture et développement ». Le séminaire de Barcelone était le premier d'une série de 4 séminaires sur deux ans, le prochain se déroulant à Zoetermeer, Pays-Bas, le 14 décembre, sur le sujet de la « culture et de la cohésion sociale ». Ce projet permet de croiser les approches de collectivités en Europe grâce au partenariat avec la Plate-forme des villes nouvelles européennes et



de chercheurs (partenariat avec le Centre interdisciplinaire pour la recherche comparée et les sciences sociales).

*Pour en savoir plus, vous pouvez contacter, Florent Le Duc, chargé du projet ARCADE : [florent.leduc@gmail.com](mailto:florent.leduc@gmail.com) /tél : 0687 53 50 99 ou, à Cités Unies France, Astrid Frey.*

## **SEMINAIRE SUR LE PROJET EUROPEEN « STREETS FOR LIVING »**

La Communauté d'agglomération Plaine Commune accueille, **le jeudi 18 octobre 2007**, le séminaire sur le projet européen « Streets for Living ».

Dans le cadre d'un partenariat transnational, plusieurs villes européennes conduisent leur propre projet d'aménagement autour d'une thématique commune : l'intégration de la rue dans l'espace public.

Ce séminaire sera l'occasion de présenter l'avancement du projet français et d'échanger avec les partenaires européens. Il permettra également à tout acteur local intéressé par l'opportunité d'inscrire un projet d'aménagement dans une coopération transnationale d'en savoir plus sur cette initiative.

Le programme est disponible sur le site de Plaine Commune.

*Si vous souhaitez participer à ce séminaire, il est impératif de s'inscrire sur le site : [http://www.plainecommune.fr/page/p-1/art\\_id-1425/](http://www.plainecommune.fr/page/p-1/art_id-1425/)*

*Contact :*

*INTEO, Arifé Colakoglu*

*Tel : 01 43 11 09 55 - Fax : 01.43.11.09.67*

*Courriel : [aco@inteo.fr](mailto:aco@inteo.fr)*

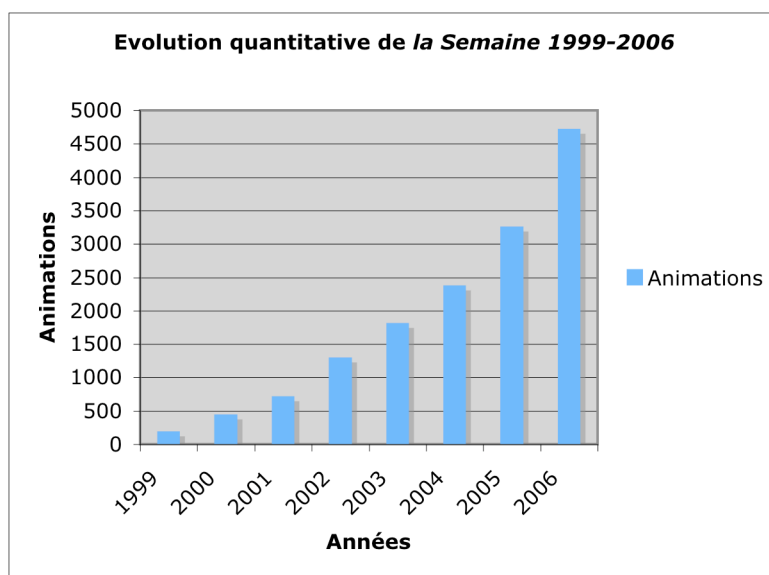


## Semaine de la solidarité internationale

Rendez-vous annuel désormais bien inscrit dans vos agendas, la Semaine de la solidarité internationale se tient cette année du 17 au 25 novembre. Nous invitons toutes les collectivités organisant des événements dans ce cadre à bien vouloir reprendre le logo et le visuel, que vous trouverez sur le site de la Semaine ([www.lasemaine.org](http://www.lasemaine.org)) et bientôt, également, sur celui de Cités Unies France. Par ailleurs, merci de bien vouloir inscrire vos actions sur le site de la Semaine, à la fois pour une plus grande visibilité auprès des médias via la coordination nationale et pour le recensement national.

Comme l'année passée, l'ensemble de l'équipe de Cités Unies France est mobilisée pour se rendre aux manifestations que vous organisez.

Pour rappel, la Semaine a dépassé en 2006 le nombre de 4700 animations et devrait franchir le cap des 6000 animations cette année. Les collectivités investissent de plus en plus ce temps fort de la solidarité internationale, généralement en organisant avec d'autres des événements de toutes sortes (expositions, accueil de troupes artistiques, repas équitables, conférence sur la dette, projection de films, etc.).



*La Semaine de la solidarité internationale est suivie par Astrid Frey, [a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org)*





## 17 octobre 2007 : Journée mondiale du refus de la misère

Cités Unies France participe, depuis 2004, à l'alliance de la société civile française pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire appelée « Action mondiale contre la Pauvreté France » (AMCP - France). Le 17 octobre, journée du refus de la misère, donnera lieu à plusieurs manifestations partout en France, organisées par ATD Quart-Monde.

Toute l'information se trouve sur le site Internet : [www.oct17.org](http://www.oct17.org).

AMCP France co-organise un débat sur l'emploi précaire/emploi décent, en France et dans le Sud. Par ailleurs, le travail décent, jusqu'ici absent dans les Objectifs du Millénaire, a été inclus dans les cibles de l'objectif n°1, a annoncé Salil Shetty, directeur de la campagne pour les OMD au PNUD, rencontré lors de son passage ce mois-ci à Paris.

La campagne des Nations Unies pour l'atteinte des OMD, relayé par notre organisation mondiale CGLU, appelle par ailleurs cette année encore, tous les citoyens du monde à se lever et à prendre la parole pour rappeler les pouvoirs publics nationaux à leurs engagements. Les « personnes qui se lèvent » seront comptabilisées pour battre le record 2006 inscrit au livre de records de 23,5 millions de personnes qui se sont levées contre la pauvreté. Toute collectivité qui souhaite organiser un événement en ce sens trouvera toute l'information sur <http://www.standagainstopoverty.org/> - en anglais.

*La campagne pour les Objectifs du Millénaire est suivie par Astrid Frey, [a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org)*

## Nouvelle campagne Alimenterre

Le Comité français pour la solidarité internationale (CFSI), dont Cités Unies France est membre, lance une nouvelle campagne en prolongation de celle de 2006 qui était intitulée « Lait : l'Europe est vache avec l'Afrique ».

Lancée officiellement le **12 octobre 2007** et prévue pour se poursuivre jusqu'à fin février 2008, cette campagne « **Lait : ne tarissons pas la source africaine !** » s'inscrit une nouvelle fois pour la défense du droit à la souveraineté alimentaire, pour le soutien à l'agriculture familiale et plus généralement pour combattre la faim et la pauvreté. L'objectif de cette campagne est la sensibilisation du grand public aux questions ci-dessus; une pétition permet d'acter un engagement. L'ensemble des signatures sera remis au ministre concerné en mars 2008.

La campagne s'appuie sur plusieurs pôles en régions qui peuvent être sollicités pour des interventions, du matériel de campagne, etc. Parmi les outils de campagne figurent des dépliants, des jeux pédagogiques ou encore une exposition itinérante

# ACTUALITE-SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



LA LETTRE  
*d'information*

que vous pouvez réserver sur Internet. Vous avez également la possibilité de relayer les rencontres avec les partenaires du Sud qui viendront en France du 12 au 25 octobre.

*Pour plus d'informations, vous pouvez vous référer au site Internet [www.cfsi.asso.fr](http://www.cfsi.asso.fr) ou encore contacter Anne d'Orgeval, chargée de la campagne : [dorgeval@cfsi.asso.fr](mailto:dorgeval@cfsi.asso.fr) ou 01 44 83 86 56.*



OCTOBRE 2007	NOVEMBRE 2007
<p><b>2 octobre</b> : Réunion du groupe-pays Mali (matin), Cités Unies France</p> <p><b>2 octobre</b> : Réunion du groupe-santé Mali (après-midi), Coordination Sud</p> <p><b>2 octobre</b> : Réunion du groupe-pays Roumanie (après-midi), Cités Unies France</p> <p><b>3 octobre (matin)</b> : Bureau exécutif de Cités Unies France</p> <p><b>3 octobre (après-midi)</b> : <b>Assemblée générale de Cités Unies France</b></p> <p><b>4 octobre</b> : Journée de la coopération décentralisée : « Union européenne – Pays ACP »</p> <p><b>8 octobre</b> : Comité de pilotage du programme concerté Bénin (matin), Cités Unies France</p> <p><b>9 octobre</b> : Comité de pilotage du programme concerté Niger (matin) et réunion du groupe-pays (après-midi), Cités Unies France</p> <p><b>11 – 12 octobre</b> : Assises régionales de la coopération décentralisée et du développement solidaire (Aquitaine)</p> <p><b>12 octobre</b> : Conseil d'administration du Programme Solidarité Eau, Cités Unies France</p> <p><b>12 – 13 octobre</b> : Ateliers de la coopération territoriale européenne, Varsovie, Pologne</p> <p><b>15 octobre</b> : Réunion du groupe-pays Liban, Hôtel de ville, Lyon</p> <p><b>16 octobre</b> : Comité de pilotage des Assises de la coopération décentralisée (matin) et cellule d'animation du groupe-pays Burkina Faso (après-midi), Cités Unies France</p> <p><b>17 octobre</b> : Journée internationale du refus de la misère, mobilisation au Trocadéro, Paris</p> <p><b>22 - 23 octobre</b> : Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne, Montreuil</p> <p><b>24 - 27 octobre</b> : 27<sup>ème</sup> Assemblée générale de l'Association Internationale des maires et responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophones (AIMF), Hué (Vietnam)</p> <p><b>25 - 26 octobre</b> : Université d'Automne de l'ARRICOD, Angers</p> <p><b>28 - 31 octobre</b> : <b>Congrès mondial de CGLU, Jeju, Corée</b></p>	<p><b>7 novembre</b> : réunion thématique du groupe-pays Maroc sur la jeunesse, Marseille</p> <p><b>8 novembre</b> : Comité de pilotage du programme concerté Togo (matin) et réunion du groupe-pays (après-midi), Cités Unies France</p> <p><b>9 novembre</b> : réunion du groupe-pays Sénégal, Cités Unies France</p> <p><b>12- 13- 14 novembre</b> : Deuxièmes rencontres de la coopération décentralisée franco-brésilienne, Belo Horizonte, Brésil</p> <p><b>13 novembre</b> : Colloque sur la Gestion intégrée de la Ressource en eau dans les actions de coopération », ARENE-CRIF-WWF France, Conseil régional Ile de France</p> <p><b>14 novembre</b> : entretiens de Gréoux sur le développement durable du tourisme, la culture et le patrimoine, Gréoux, Alpes de Haute Provence</p> <p><b>16 novembre</b> : Réunion sur le tourisme responsable au Mali, Ville de Montreuil – groupe tourisme responsable de Cités Unies France – Ministère malien du tourisme, Montreuil</p> <p><b>17 – 25 novembre</b> : Semaine de la Solidarité Internationale</p> <p><b>19 – 25 novembre</b> : Semaine économique de la Méditerranée, Marseille</p> <p><b>23 novembre</b> : réunion du réseau Euromed, Marseille</p> <p><b>29- 30 novembre</b> : 1er Forum des Collectivités Locales Union Européenne-Amérique Latine Caraïbes, au Sénat et à l'Hôtel de Ville de la Mairie de Paris.</p>
	DECEMBRE 2007
	<p><b>3 - 4 décembre</b> : assises de la coopération décentralisée franco-palestiniennes, Institut du Monde Arabe, Paris</p> <p><b>6 - 8 décembre</b> : Assises de la coopération décentralisée franco-burkinabé, Ouagadougou, Burkina Faso</p> <p><b>12 décembre</b> : réunion du groupe-pays Algérie, Cités Unies France</p> <p><b>11 - 15 décembre</b> : mission du groupe-pays Israël en Israël (<i>à confirmer</i>)</p>



## COLLECTION « GROUPE - PAYS » : 25 EUROS

- ❖ Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
- ❖ Dossier pays ROUMANIE (2005)
- ❖ Dossier pays HONGRIE (2005)
- ❖ Dossier pays POLOGNE (2004)
- ❖ Dossier pays CROATIE (2006)
- ❖ Dossier pays SLOVAQUIE (à paraître deuxième semestre 2007)
- ❖ Dossier pays CHINE (2004)
- ❖ Dossier pays MAROC (nouvelle éd. à paraître en octobre 2007)
- ❖ Dossier pays TUNISIE (2005)
- ❖ Dossier pays LIBAN (2007)
- ❖ Dossier pays ISRAËL (2007)
- ❖ Dossier pays BRÉSIL (2006)
- ❖ Dossier pays NICARAGUA (2006)
- ❖ Dossier pays CUBA (à paraître deuxième semestre 2007)
- ❖ Dossier pays JAPON (2007)
- ❖ Dossier pays SENEGAL (octobre 2007)
- ❖ Dossier pays MAURITANIE (à paraître deuxième semestre)
- ❖ Dossier Pays AFRIQUE CENTRALE (à paraître deuxième semestre)

## COLLECTION « GROUPE - PAYS » : 40 EUROS

(comprenant le Répertoire des partenariats)

- ❖ Dossier pays VIETNAM (2005)

## REPERTOIRES DES PARTENARIATS DE COOPERATION DECENTRALISEE : 12,50 EUROS

- |                     |  |
|---------------------|--|
| ❖ franco-tchèques   | ❖ franco-mauritaniens                  |
| ❖ franco-polonais   | ❖ franco-maliens                       |
| ❖ franco-roumains   | ❖ franco-malgaches                     |
| ❖ franco-hongrois   | ❖ franco-libanais                      |
| ❖ franco-chinois    | ❖ franco-israéliens                    |
| ❖ franco-japonais   | ❖ franco-palestiniens                  |
| ❖ franco-algériens  | ❖ franco-tunisiens                     |
| ❖ franco-marocains  | ❖ France - Amérique Latine et Caraïbes |
| ❖ franco-tunisiens  | ❖ franco-sénégalais (à paraître)       |
| ❖ franco-américains |  |
| ❖ franco-béninois   |  |

## COLLECTION « REFLEXIONS » : 15 EUROS

- ❖ Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- ❖ Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé (2003)
- ❖ Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)
- ❖ Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (2006)
- ❖ L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)



## OUVRAGES HORS COLLECTION

- ❖ Actes des 2èmes Rencontres franco-algériennes des maires et présidents de collectivités territoriales (2005) :  
25 euros
- ❖ Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D. (2005) :  
15 euros
- ❖ L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée :  
10 euros
- ❖ Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique-2 volumes (2000) :  
10 euros

## DVD

- « Voter en Palestine » (2007) :  
21 euros

## BON DE COMMANDE à retourner à Cités Unies France Fax : 01 53 41 81 41

Nom .....  
Prénom.....  
Fonction.....  
Collectivité.....  
Adresse.....  
CP..... Ville.....  
Tél. : ..... Fax : .....  
E-Mail.....

- Je joins un chèque de .....euros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)
- Je paye par virement administratif (joindre le bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi – 5 pour l'étranger

Pour plus d'information, merci de contacter :  
Katarina FOTIC : [pecco@cites-unies-france.org](mailto:pecco@cites-unies-france.org)

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande sur le site Internet de Cités Unies France :  
<http://www.cites-unies-france.org/html/cuf/cuf5.html>

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : [coop-dec@cites-unies-france.org](mailto:coop-dec@cites-unies-france.org)

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet